

**ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE TOUT LE MONDE DÉNONCENT  
L'OBSTRUCTION DU GOUVERNEMENT DES EE.UU. AU PROCESSUS DE CONVERGENCE  
POLITIQUE DU COMITÉ DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CSA) DES NATIONS UNIES POUR  
TROUVER DES SOLUTIONS À LA CRISE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA  
NUTRITION**

**Alors que le monde connaît une nouvelle augmentation de la faim et de la malnutrition pour la troisième fois consécutive et après des décennies de déclin, le gouvernement des EE.UU. essaye de miner systématiquement le rôle du CSA en tant que principale plateforme politique internationale et intergouvernementale inclusive pour faire face à la crise de la sécurité alimentaire et de la nutrition. De cette manière, les EE.UU. entrave la capacité de la communauté internationale à identifier et implémenter des solutions nécessaires de manière urgente pour les crises entrelacées d'aliments, de moyens de subsistance, écologiques et sociales**

**Par cette lettre, nous dénonçons publiquement les tentatives des EE.UU. d'attaquer l'agroécologie dans le CSA, pendant que nous accueillons le compromis d'autres États Membres dans la défense du processus. En vue de la prochaine session plénière du CSA (14-18 octobre) et des négociations politiques subséquentes, nous faisons un appel à tous les gouvernements à se compromettre de manière constructive à explorer l'importance critique de l'agroécologie dans la définition de nouvelles voies politiques qui pourraient adresser simultanément les multiples défis du développement.**

En réponse à l'appel fait par de petits producteurs d'aliments, des experts internationaux, des académiciens, des organismes des Nations Unies et par plusieurs gouvernements, le Comité de Sécurité Alimentaire a convenu d'inclure l'agroécologie dans son programme, en demandant un rapport par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutrition (HLPE) du CSA – "[Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition](#)" – pour ouvrir la voie à un débat politique qui aboutirait avec l'adoption de recommandations politiques du CSA.

Toutefois, le processus, qui devra déboucher sur des recommandations politiques devant être endossées lors de la session plénière du 47ème CSA en octobre du 2020, est en grave risqué en raison des obstacles acharnés créés par le gouvernement des EE.UU. Non seulement l'obstructionnisme des EE.UU. mine les procédures et protocoles bien établis et convenus par le CSA, mais empêche aussi l'utilisation en temps voulu des conclusions du HLPE sur l'agroécologie pour le développement des Directives sur les systèmes alimentaires et nutrition qui sont en cours de négociation par le CSA.

Dans l'exemple plus récent d'obstructionnisme unilatéral, le gouvernement des EE.UU. a bloqué le processus pour plus de quatre mois en s'opposant à la nomination du Représentant permanent de l'Iran (Président du Comité d'Agriculture de la FAO autant respecté) comme rapporteur du processus de convergence politique, pour des raisons purement géopolitiques. Autres États Membres ont clarifié que le rapporteur d'une négociation politique du CSA est sélectionné sur sa capacité personnelle, et a défendu le CSA et le processus d'agroécologie de la position agressive des EE.UU. Lorsque les EE.UU. se sont retrouvés complètement isolés, ils ont finalement accepté, le 20 septembre, la nomination du rapporteur et la définition du programme de négociation, tout en continuant à exprimer leur désaccord, provoquant ainsi des sérieuses inquiétudes quant à l'attitudes non constructive qu'ils pourraient avoir lors des négociations elles-mêmes.

Cette approche est complètement inacceptable. Tout d'abord, le CSA n'est pas l'espace où les pays déploient leurs tensions politiques. Alors que le Conseil de sécurité des Nations Unies est l'endroit désigné pour le faire, le CSA est l'espace démocratique, multilatéral et de multiples acteurs pour traiter de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ce n'est aussi pas acceptable qu'un sujet d'extrême relevance, comme celui de l'agroécologie, puisse être temporellement bloqué par le manque de volonté d'en discuter d'un seul pays.

Contrairement à ces jeux politiques, aujourd'hui, non seulement 820 millions de personnes souffrent de la faim, mais aussi plus de deux milliards de personnes n'ont pas d'accès régulier à des aliments salubres, nutritifs et suffisants, y compris le 8 pour cent de la population de l'Amérique du Nord et de l'Europe ([SOFI 2019](#)). Outre les conflits, les crises climatiques et les récessions économiques, l'accroissement des inégalités aggrave l'insécurité alimentaire, les plus vulnérables étant les plus touchés.

L'agriculture représente la principale source de subsistance pour des millions de personnes dans le monde, en particulier pour les plus vulnérables. Bien que les petits producteurs produisent une grande quantité des aliments dans le monde, ce sont eux qui sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire en raison de la pauvreté et de l'accès non sécurisé aux terres, à l'eau et aux semences, étant celles-ci des ressources de plus en plus captées par les acteurs corporatifs et les élites riches. Parmi ces enjeux, les communautés rurales font face à des menaces supplémentaires de stress environnemental associées au changement climatique et à la perte de biodiversité. L'agriculture industrielle est l'un des principaux émetteurs de GES, et elle est largement responsable pour ces impacts en raison de la dégradation de la terre à grande échelle et de la déforestation associée à la production massive, à l'utilisation généralisée d'engrais et pesticides synthétiques qui nuisent également à la santé humaine et à l'environnement.

Globalement, nous exploitons les ressources naturelles bien au-delà de la capacité de régénération de notre planète, tandis que ceux qui se mobilisent pour défendre leurs terres, eau et droits, sont persécutés et même assassinés. De plus en plus de personnes meurent par manque d'aliments ou par exposition à des produits chimiques, car de plus en plus de terres et d'autres ressources sont prises aux communautés par les corporations agricoles industrielles pour produire des aliments pour animaux et des biocarburants afin de répondre aux besoins des secteurs industriels de la viande et du lait ainsi que celles des sociétés riches, particulièrement dans les pays développés.

Contrairement à cette alarmante tendance, les petits producteurs d'aliments mettent en pratique l'agroécologie depuis des siècles, en s'appuyant sur des millénaires de savoirs locaux et indigènes, tout en adaptant et faisant évoluer constamment leurs pratiques pour faire face aux enjeux actuels. L'agroécologie permet aux paysans, aux peuples indigènes et aux agriculteurs familiaux de produire des aliments sains et nutritifs tout en respectant et en préservant l'écosystème ; en régénérant ainsi la base de ressources naturelles, en protégeant la biodiversité, en atténuant la contribution de l'agriculture au changement climatique en éliminant progressivement les engrais et pesticides chimiques tout en séquestrant le carbone dans le sol à travers des pratiques agricoles diversifiées et écologiques qui, au même temps, augmentent la capacité d'adaptation des agriculteurs; enfin et de manière significative, en construisant une société plus équitable et juste en favorisant la justice social, économique et environnementale.

Pratiquée au niveau local depuis des décennies, l'agroécologie attire aujourd'hui l'attention de la communauté internationale en raison de l'urgente nécessité de modifier la manière dont nous

produisons, échangeons et consommons nos aliments. Les organismes des Nations Unies font un appel à abandonner l'agriculture industrielle au profit de systèmes alimentaires plus durables, équitables, nutritifs et résistants face au climat. La FAO elle-même a récemment convoqué deux symposiums internationaux et plusieurs régionaux pour commencer à recueillir et à s'appuyer sur des évidences solides sur l'agroécologie afin d'aider les pays à s'y adapter. En octobre dernier, le Comité d'agriculture de la FAO a décidé de soutenir l'agroécologie en tant qu'approche clé pour une agriculture et pour des systèmes alimentaires durables (FAO 2018 [COAG/2018/5](#)).

Maintenant que ce nouveau rapport détaillé du HLPE des Nations Unies sur l'agroécologie est disponible, la communauté internationale doit prendre des mesures décisives pour faire avancer les conclusions du rapport et accélérer un processus de convergence politique en temps voulu.

Les soussignés ne peuvent pas accepter que l'obstruction d'un seul pays puisse à nouveau bloquer le processus global du CSA. Nous condamnons fermement cette attitude disruptive qui mine un débat politique si urgente aujourd'hui, ce qui représente un risque sérieux pour le multilatéralisme dans les Nations Unies et pour la structure de gouvernance inclusive et globale du CSA.

Nous soutenons cette lettre pour dénoncer publiquement de telles attaques contre l'agroécologie et le CSA, et nous faisons appel à tous les gouvernements à faire en sorte que le processus de convergence politique sur l'agroécologie au sein du CSA progresse sans plus d'tarder et sans plus d'obstacles.